



**PRÉFET  
DU GERS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Gers  
Secrétariat général  
Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du droit de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°32-2025-07-16-00002  
modifiant l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2009 modifié, autorisant la SARL DELILE ET FILS  
à exploiter un centre de tri, de valorisation de VHU et de déchets ainsi qu'une déchetterie  
ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch**

**Le Préfet du Gers,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'Environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le décret du 27 novembre 2024 nommant Monsieur Alain CASTANIER, préfet du Gers ;

**VU** le décret du 10 mai 2024 nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

**VU** l'arrêté ministériel, du 27 mars 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**VU** l'arrêté ministériel, du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel, du 8 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit de regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel, du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel, du 22 décembre 2023, relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) **ou** 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral, du 2 décembre 2024, portant délégation de signature de Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

**VU** l'arrêté préfectoral, du 2 octobre 2009, autorisant la SARL DELILE ET FILS à exploiter une installation de centre de tri, de valorisation de VHU et de déchets ainsi qu'une déchetterie sur le site sis Route d'Arçon à Auch ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 14 octobre 2015, actualisant le classement des activités exploitées sur site et modifiant les prescriptions techniques des installations de tri de déchets, de

dépollution de véhicules hors d'usage et d'une déchetterie exploitées par la SARL DELILE ET FILS ZI Engachies, chemin de l'Arçon, à Auch ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 11 janvier 2021, actualisant le classement des activités et modifiant certaines prescriptions techniques pour les installations de transit et tri de déchets, de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et de la déchetterie, exploitées par la SARL DELILE ET FILS, ZI Engachies, chemin de l'Arçon, à Auch ;

**VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 17 février 2025 par la SARL DELILE ET FILS relatif à la nouvelle activité de transit, de regroupement, de tri et de préparation de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) ainsi qu'à la réorganisation du site ;

**VU** la demande de dérogation à l'article 2.3.3, de l'annexe 1 des prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2711 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié, déposée par la SARL DELILE ET FILS le 20 février 2025 portant sur la superficie du dispositif de désenfumage du bâtiment ;

**VU** les éléments complémentaires, transmis le 27 février 2025, relatifs à l'étude de flux thermique et à la station de surveillance avec caméras thermiques ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, du 16 juin 2025, proposant d'acter les modifications apportées au site exploité par la SARL DELILE ET FILS à Auch, par un arrêté préfectoral complémentaire ;

**VU** le courrier du 26 juin 2025, informant la SARL DELILE ET FILS de la proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**VU** le courriel du 4 juillet 2025 de la SARL DELILE ET FILS qui confirme ne pas avoir d'observation particulières à formuler sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de la nouvelle activité, le risque incendie est accru ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a pris des dispositions afin de limiter le risque incendie (bennes à immersion, réalisation d'une étude de flux thermique sur la zone DEEE-PAM notamment) ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas de système de détection automatique et d'alarme incendie à ce jour mais qu'il a transmis, par courriel le 30 avril 2025, à l'inspection un devis en cours de signature par une société spécialisée ainsi qu'un mémoire technique associé réalisé par cette société spécialisée ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a mis en place une station de surveillance pour pallier le manque de système de détection automatique et d'alarme incendie et ce jusqu'à l'installation de ce dernier ;

**CONSIDÉRANT** que la station de surveillance installée par l'exploitant est constituée de 3 caméras thermiques et d'un haut-parleur qui permettent de donner l'alarme sur le site en cas d'incendie et que cette station de surveillance est paramétrée par le responsable système d'information afin d'assurer la télésurveillance à distance ;

**CONSIDÉRANT** les résultats de l'étude de flux thermique de la zone DEEE-PAM qui conclut qu'un incendie de cette zone "n'entraînerait pas d'effet domino vers d'autres stockages de matériaux combustibles, ni d'effets létaux à l'extérieur du site" ;

**CONSIDÉRANT** la prescription de l'article 2.3.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 : *"Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...] Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;*

**CONSIDÉRANT** que le bâtiment de l'exploitant a une superficie de 1000m<sup>2</sup> et qu'il lui faut donc un minimum de 20m<sup>2</sup> de surface utile d'ouverture d'après l'article 2.3.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le bâtiment de l'exploitant possède un total de 4,86m<sup>2</sup> en surface utile d'évacuation et de 8,1m<sup>2</sup> en surface géométrique d'ouverture ;

**CONSIDÉRANT** que le minimum de 20m<sup>2</sup> de surface utile d'ouverture n'est pas atteint ;

**CONSIDÉRANT** que le bâtiment de l'exploitant dispose de deux grandes ouvertures sur deux faces ;

**CONSIDÉRANT** l'avis du SDIS 32 du 17 mars 2025, relatif à la demande de dérogation à l'article 2.3.3 précitée qui conclut qu' "au regard des éléments fournis au dossier par l'exploitant, les mesures prises dans le cadre de l'extension de l'activité semblent satisfaisantes" mais qu'il "n'est pas en mesure de donner un avis sur les compensations proposées par l'exploitant au vue des études toujours en attente" ;

**CONSIDÉRANT** l'avis du SDIS 32 daté du 24 avril 2025, au vu des pièces complémentaires transmises le 27 février 2025 (étude de flux thermique et station de surveillance avec caméras thermiques), qui conclut qu'il "n'est pas en mesure de donner une réponse formelle à la demande de dérogation sur le système de désenfumage du bâtiment";

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la modification apportée par le projet de l'exploitant n'est pas considérée comme substantielle et qu'il n'est donc pas nécessaire de solliciter pour avis le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 – Situation administrative : ajout d'une rubrique**

Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2021, listant les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, est remplacé par les dispositions suivantes.

La SARL DELILE ET FILS est autorisée sur son site situé ZI Engachies, chemin de l'Arçon à Auch :

- à poursuivre les activités d'entreposage, transit et tri des déchets ;
- à exploiter une activité au titre de la rubrique 2711 ("Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719"), pour un volume maximal de 900m<sup>3</sup>,

Ses activités sont répertoriées dans le tableau ci-dessous :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Volume autorisé	Régime
<b>Installations à autorisation</b>				
<b>2791-1</b>	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971</b> La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ; (autorisation)	Pressage et cisailage de déchets de métaux et de VHU	Quantité maximale traitée : <b>30t/jour</b>	<b>A</b>
<b>2710-1-a</b>	<b>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</b> 1. Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (autorisation)	Installations de collecte de batteries usagées apportées par les particuliers	Quantité maximale sur site : <b>40t</b>	<b>A</b>

Installations à enregistrement				
2712-1	<p><b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</b></p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> (enregistrement)</p>	Installation d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (centre VHU)	<p>Surface exploitée :</p> <p><b>5000 m<sup>2</sup></b></p>	E
2713-1	<p><b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719</b></p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1000 m<sup>2</sup> (enregistrement)</p>	Installation de transit de déchets de métaux et d'alliages de métaux non dangereux	<p>Surface utilisée :</p> <p><b>3000 m<sup>2</sup></b></p>	E
2714-1	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</b></p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> (enregistrement)</p>	Installation de transit et de tri de déchets propres et secs non dangereux	<p>Quantité maximale sur site :</p> <p><b>1 500m<sup>3</sup></b></p>	E
Installation à déclaration				
2710-2-b	<p><b>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</b></p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> et inférieur à 300 m<sup>3</sup> (déclaration)</p>	Installation de collecte de déchets non-dangereux	<p>Quantité maximale sur site :</p> <p><b>260m<sup>3</sup></b></p>	DC
2711	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets	<p>Volume maximal :</p> <p><b>900 m<sup>3</sup></b></p>	DC

	<b>électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</b> Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	d'équipements électriques et électroniques		
<b>Installations non-classées</b>				
<b>2517</b>	<b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant :</b> 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Installation de transit de déchets du bâtiment inertes	Surface exploitée de : <b>300m<sup>2</sup></b>	<b>NC</b>
<b>2716</b>	<b>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Installation de transit d'ordures ménagères (ville d'Auch)	Quantité maximale sur site : <b>90m<sup>3</sup></b>	<b>NC</b>

A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), ou NC (non classé)

## **ARTICLE 2 : Moyens de défense contre l'incendie**

### **Article 2.1 - Benne à immersion**

La SARL DELILE ET FILS dispose de deux benne à immersion situées à proximité de la zone de stockage des véhicules hors d'usage équipés d'une batterie électrique et de la zone de transit des petites appareils ménagers. Les moyens de manutention sont adaptés à ce dispositif de défense contre l'incendie.

La procédure de mise en oeuvre de ce dispositif à immersion est tenue à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours.

L'exploitant intègre ce nouveau dispositif dans ses prochains exercices incendie. Ces exercices font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans.

En cas de sinistre, les eaux contenues dans la benne à immersion sont collectées et envoyées pour traitement vers une filière adaptée.

### **Article 2.2 – Systèmes de détection et d'alarme incendie**

Un système de détection automatique et d'alarme incendie est mis en place **sous un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, dans le bâtiment dédié à l'activité de transit et de stockage de déchets d'équipements électriques et électroniques.

L'exploitant s'assure de la vérification quotidienne de son installation conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 3 : Comportement au feu : désenfumage**

La SARL DELILE ET FILS est autorisée pour son site implanté Route d'Arçon, à Auch (32000), à déroger à l'article 2.3.3, de l'annexe 1 des prescriptions générales applicables aux installations soumises à

déclaration sous la rubrique 2711 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 pour la prescription suivante : *"Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...] Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup>".*

Elle est ainsi autorisée à disposer d'une surface utile d'ouverture de désenfumage de son bâtiment existant inférieure à 2%.

#### **ARTICLE 4 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 5 : Information des tiers**

Conformément aux dispositions des articles R. 512-46-24 et R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie d'Auch et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Auch pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Gers, pendant une durée minimale de quatre mois et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 6 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à la SARL DELILE ET FILS dont le siège social est situé ZI, Route de Nérac, à Condom (32100).

#### **ARTICLE 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, de l'aménagement et du logement Occitanie et le maire d'Auch sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auch, le **16 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

---

### **Délais et voies de recours :**

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

---